

MAIRE (Yves), soldat à la compagnie divisionnaire antichars de la 29<sup>e</sup> division: soldat dévoué. A été grièvement blessé par éclats de bombe au cours de l'attaque de son unité par l'aviation ennemie. Amputé de la cuisse gauche.

KANTERF (Paul), soldat au 165<sup>e</sup> rég. d'infanterie de forteresse: soldat brave et dévoué. A été grièvement blessé par éclat d'obus, le 18 juin 1940, à son poste de combat à Hartzwiller. Amputé de la cuisse gauche.

DEROYANT (Lucien), caporal-chef au 119<sup>e</sup> rég. d'infanterie: gradé courageux. A été grièvement blessé par éclats d'obus, le 18 juin 1940, dans l'accomplissement de sa mission au cours d'une attaque ennemie à Pagny-sur-Meuse. Amputé de la jambe gauche.

MACHE (Roland), canonnier au 243<sup>e</sup> rég. d'artillerie: canonnier courageux. A été grièvement blessé par éclat d'obus, le 17 juin 1940, au cours d'un combat aux environs de Toul. Amputé du bras droit.

SOLLE (André), brigadier au 31<sup>e</sup> rég. de dragons: gradé brave et dévoué. A été grièvement atteint par éclats de bombe, le 14 juin 1940, au cours d'un combat à Salon. Amputé du bras droit.

Les nominations ci-dessus comportent l'attribution de la Croix de guerre avec palme.

Fait à Vichy, le 5 septembre 1941.

G<sup>1</sup> HUNTZIGER.

#### N° 4017. — Décret du 16 septembre 1941 portant admissions d'office à la retraite.

Par décret du 16 septembre 1941, les officiers généraux et assimilés de la 2<sup>e</sup> section du cadre de l'état-major général de l'armée, du corps de l'intendance, du corps de santé, dont les noms suivent, qui figurent sur les listes de dignitaires de la franc-maçonnerie publiées au *Journal officiel*, ont été admis d'office à la retraite.

#### Etat-major général de l'armée. (2<sup>e</sup> section.)

M. le général de division Hassler (Joseph-Louis-François).

M. le général de brigade Lamiable (Constant-Nicolas).

M. le général de brigade Hauser (Paul).

M. le général de brigade Hillairet (André-Pierre).

M. le général de brigade Hupel (François-Napoléon-Henri-Dieudonné).

#### Corps de l'intendance. (2<sup>e</sup> section.)

M. l'intendant général de 2<sup>e</sup> classe Aubouy (Louis-Joseph-Nicolas).

#### Corps de santé. (2<sup>e</sup> section.)

M. le médecin général inspecteur Cadiot (Marie-Joseph-Henri).

M. le médecin général inspecteur Gay-Bonnet (Charles-Yriex-Jean-Bernard).

M. le médecin général Pélouquin (Marie-Joseph-Ambroise-Gaëtan).

### MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

#### Fonds de concours.

Par arrêté interministériel en date du 8 septembre 1941, un crédit de 9.531.886 fr. 20 provenant de fonds de concours, a été ouvert au chapitre 116 du budget de l'exercice 1941: « Encouragements à l'industrie chevaline et mulassière ».

#### Ecoles nationales vétérinaires.

Par arrêté du ministre secrétaire d'Etat à l'Agriculture en date du 10 septembre 1941, M. Bressou, inspecteur général des écoles nationales vétérinaires, a été, sur sa demande, relevé de ses fonctions d'inspecteur général et réintégré dans son emploi de directeur de l'école nationale vétérinaire d'Alfort.

### SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'ÉDUCATION NATIONALE ET A LA JEUNESSE

#### N° 3977 et 3978. — Décrets du 14 septembre 1941 portant acceptation de dons (musées nationaux).

Par décret en date du 14 septembre 1941, le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale a été autorisé à accepter, au nom de l'Etat, la donation faite aux musées nationaux par Mme Walter-Gay.

Par décret en date du 14 septembre 1941, le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale a été autorisé à accepter, au nom de l'Etat, la libéralité consentie par Mme Marizita Dietz en faveur du musée du Louvre.

#### N° 3991. — Décret du 16 septembre 1941 relatif à l'organisation des stages dans les centres d'éducation générale et sportive.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi du 21 mars 1941 portant création de centres de formation des cadres du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse (commissariat général à l'éducation générale et aux sports);

Sur le rapport du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse, et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Décrétons:

Art. 1<sup>er</sup>. — Dans la limite des crédits budgétaires, le commissaire général à l'éducation générale et aux sports est autorisé à organiser des stages dans les centres d'éducation générale et sportive.

Le régime de ces centres sera en principe l'internat; les stagiaires seront tenus de rembourser les frais de nourriture et d'entretien.

Art. 2. — Pourront participer à ces stages:

1<sup>o</sup> Les candidats à des fonctions publiques dépendant directement du commissariat général à l'éducation générale et aux sports;

2<sup>o</sup> Les candidats à des fonctions publiques dépendant du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse;

3<sup>o</sup> Le personnel titulaire du secrétariat d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse;

4<sup>o</sup> Le personnel des autres administrations publiques;

5<sup>o</sup> Des stagiaires libres.

Art. 3. — Les stagiaires du premier groupe pourront recevoir une bourse d'internat; les tarifs d'internat seront fixés par le commissaire général, sur proposition du conseil d'administration des établissements. L'attribution des bourses sera faite par le commissaire général, sur la proposition du directeur du centre. Il pourra être alloué, soit une bourse entière, soit une fraction de bourse.

Art. 4. — Les stagiaires du deuxième groupe continueront à percevoir les émoluments et avantages qui leur seront normalement consentis. Ils seront, en outre, remboursés de leurs frais de voyage sans que les sommes attribuées au titre de ce remboursement puissent, au total, excéder le double d'un billet de chemin de fer en 3<sup>e</sup> classe pour la distance existant entre la localité de leur résidence habituelle et celle où se trouve le centre.

Art. 5. — Les stagiaires du troisième groupe continueront à percevoir, pendant la durée du stage, leur traitement augmenté de l'indemnité spéciale temporaire, de l'indemnité de résidence, au taux de leur résidence habituelle et, éventuellement, des allocations familiales.

Ils auront droit, en outre:

1<sup>o</sup> Au remboursement de leurs frais de voyage calculés d'après la catégorie dans laquelle ils sont classés par le décret du 11 septembre 1938;

2<sup>o</sup> A une indemnité journalière dont le taux est fixé comme suit:

Fonctionnaires chefs de famille, 20 fr. par jour.

Fonctionnaires, célibataires, 10 fr. par jour.

Art. 6. — Les stagiaires du quatrième groupe percevront seulement les indemnités ou le remboursement des frais prévus par les textes qui les régissent, et les stagiaires libres ne bénéficieront que des avantages que les groupements ou associations auxquels ils appartiennent consentiront éventuellement à leur accorder.

Art. 7. — L'objet, la durée et les conditions particulières de chaque stage seront fixés par arrêtés du secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse.

Art. 8. — Le secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le secrétaire d'Etat à l'éducation nationale et à la jeunesse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 16 septembre 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat  
à l'économie nationale et aux finances,  
YVES BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat  
à l'éducation nationale et à la jeunesse:  
JÉRÔME CARCOPINO.